

DECODAGES

**LE SUCCES ECONOMIQUE EXIGE
LA DEMOCRATIE POLITIQUE**

L'économie semble avoir repris ses lettres de noblesse dans les discours du président Bouteflika. On peut même relever une nouvelle orientation, et pas seulement dans les discours de la politique économique, nouvelle orientation faite de retour de l'Etat dans l'animation de l'économie, dans l'investissement et dans la redistribution. Cette rectification est certainement à prendre en considération. Mais l'action sur l'économie seule, quelle que soit son ampleur peut-elle suffire à mettre le pays sur une trajectoire de reconstruction sérieuse ? A-t-elle seulement quelques chances de succès si elle n'est pas accompagnée de conditions politiques qu'il faut impérativement mettre en place ?

En effet, depuis la fin des années 1980, les Algériens exigent du système politique en place qu'il change de "règles du jeu", qu'il se réforme, en un mot, qu'il s'ouvre. Il s'agit pour être plus précis de mettre fin aux trois monopoles qui ont bridé la société : le monopole politique exercé par le parti unique, selon lequel seuls les militants du parti au pouvoir accèdent aux sphères de décision, le monopole idéologique qui

a imposé le "politiquement correct" exercé par le parti-Etat et qui proclamait ennemis de la patrie tous ceux qui pensaient différemment de l'idéologie du parti au pouvoir et le monopole économique qui impose à l'économie le contrôle politique du pouvoir : la gestion de l'économie et la désignation de ses managers est le fait de l'Etat — sur la base non pas de la compétence et de la qualification mais de la fidélité politique — et l'entreprise privée est à peine tolérée, cantonnée dans les activités de faible importance.

Dès la seconde moitié des années 1980, la nouvelle équipe arrivée aux commandes du pays pense trouver des solutions à la crise que traverse l'Algérie, en tout premier lieu, dans, précisément, la réduction des contrôles politiques directs qui s'exerçaient sur l'économie et dans l'élimination de la gestion administrative qui la caractérisait. En un mot, de la libération de l'économie de la domination du parti-Etat et de l'oligarchie qui gravite autour.

Elle privilégie alors dans son action de réforme du système la sphère économique. L'économie de marché est ainsi perçue comme le seul systè-

me économique capable d'oxygéner non seulement l'économie, mais dans le même temps, toute la société, notamment en libérant les initiatives. On attend de ce système d'économie de marché qu'il libère les entrepreneurs, notamment publics, du contrôle politique de l'Etat et qu'il assure la nécessaire séparation des gestions politique, sociale et économique.

Bien évidemment, l'économie de marché était aussi perçue comme un ensemble de conditions à même d'assurer une gestion économique plus efficace et donc comme un système de gestion capable de garantir la relance de la croissance économique.

Jusqu'à-rien d'original, les "transitions" qui sont en œuvre dans les PECO (pays d'Europe centrale et orientale) relèvent, à leurs débuts, de la même évaluation.

La question qui se profilait mais qui n'a jamais été explicitement posée était déjà celle de savoir si l'économie de marché avait besoin, pour produire tous ses effets et entraîner la mutation systémique de la société algérienne, d'un Etat fort et autoritaire ou, au contraire, d'un système politique ouvert, pluraliste et démocratique ?

On sait que l'économie de marché peut fonctionner sans démocratie.

De même l'économie de marché n'entraîne pas, automatiquement, à la démocratie.

Les exemples de la Chine, du Vietnam, ou encore celui de la Corée

du Sud ou du Chili de Pinochet confirment cela. Dans les pays du Sud, il y a même le risque de voir le marché laissé à lui-même, détruire la démocratie. Ces pays restent en effet dans leur grande majorité caractérisés par l'analphabétisme, la maladie, les inégalités régionales... Or, ces maux sont les adversaires de la démocratie. Est-ce que le marché pourra, par lui-même, les gommer ? Assurément non !

Ainsi, l'approche algérienne qui privilégie la réforme de la seule sphère économique pour garantir la mutation de l'ensemble du système prend tous les risques de faire avorter la transition. Sans régulation politique démocratique, le fonctionnement de l'économie de marché, en Algérie comme dans les autres pays du Sud, accentuera les inégalités sociales, la contestation politique et donc les risques d'échec.

L'économie de marché sans démocratie a peu de chances de conduire au développement économique.

L'économie de marché, même avec forte intervention de l'Etat comme cela est aujourd'hui le cas de notre pays, sans démocratie a peu de chances de conduire au développement économique. Les expériences de développement réussies, c'est-à-dire, inclusives, nous apprennent que l'économie de marché produit le développement si elle s'accompagne d'une gestion politique démocratique des tensions

sociales. Les crises sont souvent le résultat d'une gestion inadéquate des risques de rupture sociale qui font suite à la libéralisation de l'économie.

C'est la démocratie et en premier lieu le multipartisme effectif et non virtuel qui permet la gestion politique des tensions sociales qui peuvent naître du marché car elle dote le système politique d'un rôle de médiation aussi bien entre les acteurs sociaux qu'entre ceux-ci et l'Etat. Il faut préciser aussi le point qui a trait au rapport de l'Etat à la démocratie : la démocratie suppose un Etat moderne et à son tour un Etat moderne est avant tout un Etat démocratique.

Les expériences récentes des pays à démocratie libérale révèlent que l'Etat moderne est cet Etat qui produit et assure trois conditions :

- 1) le consensus politique autour d'une Constitution démocratiquement admise et respectée par tous ;
- 2) la cohérence administrative ;
- 3) la cohésion sociale.

1) L'Etat moderne sait organiser l'élaboration pacifique d'un compromis entre les intérêts collectifs antagonistes présents dans le corps social. Ce compromis est ensuite traduit en règles de vie collective nouvelles : le droit.

L'Etat moderne est doté de la "légitimité démocratique" et le droit est d'abord au service de la lutte contre toute forme de dictature.

2) L'Etat moderne doit savoir aussi organiser



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

l'égalité de traitement de l'ensemble des administrés devant l'accès aux grands services publics (éducation, santé, transport, sécurité publique, solidarité fiscale). L'Etat moderne n'admet ni réseaux relationnels ni relations de pouvoir.

L'Etat moderne se définit par l'équité, c'est-à-dire l'égalité des chances des citoyens.

3) Enfin, l'Etat moderne est celui qui sait assurer le développement du sentiment national. Ce sentiment qui se traduit par l'acceptation partagée des institutions communes qui permettent l'élaboration pacifique d'un compromis social. Le sentiment national est ce sentiment d'appartenir à un ensemble cohérent et porteur d'équité. On voit bien que la construction d'un Etat moderne, c'est-à-dire d'un Etat démocratique, est une condition impérieuse pour réussir le développement économique.

Faire de la relance c'est bien, se désendetter aussi, mais faire tout cela dans la démocratie c'est assurément mieux.

A. B.

COMMEMORATION

Cela fait douze ans que Alioussalah Zeineddine, journaliste au quotidien d'information *Liberté*, a été assassiné par les terroristes islamistes le 06 janvier 1995 à Khazrouna. Pour que nul n'oublie, et par devoir de mémoire, une cérémonie de recueillement aura lieu samedi 06 janvier 2007 à 10h30 à la cité Khazrouna commune de Beni Mered wilaya de Bliida.

Mme Zinou

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



POURQUOI AGADIR ET PAS ALGER !

Bush présente ses excuses aux musulmans : « C'est promis, les prochaines pendaisons auront lieu ... »

... le 2^e jour de l'Aïd
Nuit du 31 décembre. Une marée humaine sur la plage marocaine d'Agadir. Entre 150 et 200 mille personnes applaudissant à tout rompre des stars de la chanson, des vedettes de la variété et des figures de la jet-set occidentale venues faire le show ce soir-là, en faveur de la tolérance. C'est d'ailleurs l'intitulé de ce méga-spectacle, « Concert pour la tolérance ». Zucchero, Laurie, Faudel, Naddy, et autres vendeurs monstres de disques. Et là, à voir ces « idoles » des jeunes se produire sur une plage marocaine pour une cause, la tolérance, je me suis tout bêtement dit « mais comment ils font nos voisins marocains pour réussir ce genre de coups médiatiques ? » La réponse, je l'ai eue en suivant ce concert jusqu'au bout, jusqu'à tard dans la nuit et tôt dans le jour d'après, celui du 1^{er} janvier 2007. D'abord, Laurie est en petite tenue, très légère, très aérienne, très vapo-vampeuse. Personne ne l'a huée, personne ne l'a aspergée de vitriol ni ne lui a balancé des tomates pourries à la figure. Elle est venue. Elle a chanté. Elle est repartie en remerciant le public marocain pour sa chaleur. Ce qui me pousse à ouvrir cette parenthèse pour vous raconter cette histoire rapportée par une amie, celle de ce grand cirque venu se produire en Algérie et dont les trapézistes femmes ont dû, suite à des pressions de plus en plus accentuées, enfiler des collants par-dessus leurs combinaisons afin de cacher leurs formes par trop féminines aux yeux de nos censeurs patentés. Parenthèse fermée. Revenons au concert d'Agadir. Zucchero, assis derrière son piano.

Sans fioritures, il a interprété une chanson douce, une ballade. Pas un sifflet. Seulement des jeunes et des moins jeunes littéralement suspendus aux lèvres du pop-crooner italien. Ensuite, Faudel. Tout sourire, il met le feu à la plage et provoque une houle de bonheur qui fait tanguer les 200 mille spectateurs. Faudel est d'origine algérienne. Des Marocains lui ont fait la fête et l'ont acclamé. Sans lui demander quel était son point de vue sur la question du Sahara occidental. Re-parenthèse pour un rappel : on a refusé un visa à Djamel Debbouze sous le prétexte calamiteux et pisseux que l'artiste revendique de manière un peu trop voyante son soutien au palais royal et à Mohammed VI. Re-parenthèse fermée. Dernière précision. De bout en bout, 200 mille personnes, à la composante mixte, ont chanté, dansé et se sont défoulées jusqu'à l'aube de la nouvelle année sans une bagarre et sans qu'une fille soit embêtée ou agressive. Dois-je ouvrir une troisième parenthèse pour rappeler cet immonde concert de la solidarité organisé à la fin de la campagne électorale en 2004, à la veille du scrutin présidentiel, concert au cours duquel des filles, des femmes, des familles entières ont été molestées, agressées, blessées pour certaines à l'arme blanche ? Non ! Je n'ouvrirai pas cette nouvelle parenthèse. Car ça fait toujours mal de comprendre pourquoi les Marocains nous raflent aussi les méga-concerts comme celui d'Agadir. Consolons-nous tout de même. Il y a encore un truc que nous réussissons à faire, à bien faire, à très bien faire : fumer du thé pour rester éveillés à ce cauchemar qui continue.

H. L.